LUTTE OUVRIERE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F

Parait le mercredi • 25 septembre 1968

N° 10

LES COQUETTERIES DE LA **PARTICIPATION**

(Voir page 5)

LA REFORME UNIVERSITAIRE D'EDGAR FAURE BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

(Voir page 4)

TCHÉCOSLOVAQUIE

LA FORCE DE L'HABITUDE

'ETAIT il y a un mois, mais cela semble déjà lointain. En une nuit les colonnes blindées soviéfiques avaient envahi la Tchécoslovaquie sans rencontrer la moindre résistance. Mais les dirigeants russes ne parvenaient pas à découvrir le moindre homme politique disposé à jouer les Kadar ou les Quisling. Et les armées d'occupation ne pouvaient rien contre la résistance passive qui s'organisait et se développait.

Le monde entier suivait la lutte d'un peuple que l'on essayait de baillonner au nom du socialisme. A une époque de l'année qui est généralement celle des journaux squelettiques, du serpent de mer et des soucoupes volantes, on se précipitait sur la presse, comme on essayait, au fil des heures et des bulletins d'information, de suivre ce qui se passait dans les rues de Prague ou de Bratislava.

Et puis le drame tchécoslovaque a peu à peu quitté la première page des journaux. Pourtant, rien n'est terminé, rien n'est réglé. Les « accords » de Moscou n'ont ouvert la voie à aucune solution viable. Et si les chars et les troupes d'occupation ont quitté le centre des grandes villes, ils sont toujours là, prêts à inter-

Mais le problème tchécoslovaque fait maintenant partie de la vie quotidienne. Il n'émeut plus personne. Du moins pas plus que bien d'autres drames, plus atroces et plus sanglants encore, entrés avant lui dans le domaine du banal.

Nous vivons dans un monde où l'on s'habitue à tout. Aux milliers d'enfants qui meurent chaque jour de faim dans le monde, comme aux bombardements américains sur les villes et les villages du Nord-Vietnam. Ce n'est pas tant que nos contemporains aient des capacités d'indignation limités, c'est plutôt que les sujets d'indignation sont innombrables, et que, comme dit la chanson, « on ne peut pas passer sa vie à se foutre à l'eau ».

Et les dirigeants des grandes puissances, à l'Est comme à l'Ouest, en ont tiré les leçons. Ils ont appris à faire accepter petit à petit ce qui soulèverait d'un seul coup une trop violente indignation.

Que les dirigeants soviétiques choisissent demain de tenter un nouveau coup de force en Tchécoslovaquie, que leurs blindés interviennent pour imposer une nouvelle équipe dirigeante de leur choix, et ce ne sera peut-être plus guère qu'un fait divers un peu plus marquant que tant d'autres.

Il n'y a pas qu'au Vietnam que l'escalade est entrée dans les mœurs. C'est devenu une technique de gouvernement.

MEXICO

LES **JEUX** NE SONT PAS **FAITS**

(Voir page 3)



(Photo U.P.I.)

LA PIÈCE **DE 1 FRANC** A LA PLACE DU CŒUR

APRÈS **«LA HAUSSE** DES PRIX C'EST VOUS

"L'EXPANSION C'EST VOUS>>

(Voir page 5)

Portugal SE MEURT

(Voir page 2)

NOUVELLES DES ENTREPRISES:

Citroën, Renault,...

(Voir page 7)

la lutte des étudiants japonais



Nous avons déjà rappelé dans notre dernier numéro les durs combats que mènent les étudiants de la Zengakuren contre les forces de répression.

Une manifestation dans un quartier proche de la Cité Universitaire rassemble 6 000 étudiants le 18 septembre. Sur la photo ci-dessus, une unité de police reçoit la monnaie de ses pièces. (Les policiers sont en

La police américaine : UN MILIEU DE RECRUTEMENT POUR L'EXTRÊME-DROITE RACISTE

ES bagarres qui ont eu lieu aux alentours de la salle où se tenait le récent congrès du parti démocrate à Chicago, bagarres dont la télévision française a montré de nombreuses scènes, ont été l'occasion pour l'opinion française de prendre conscience de l'incroyable brutalité déployée par la police américaine. Elle ne le cède vraiment en rien aux policiers bien de chez nous.

On se doute évidemment en voyant son comportement, face à des manifestants pacifistes blancs, de ce qu'il peut être face aux émeutes des ghettos noirs. On sait d'ailleurs que le bilan fait apparaître à chaque fois de très nombreux tués et d'encore plus nombreux blessés, dans leur immense majorité du côté des Noirs, bien en-

Car là cette brutalité coucomplètement l'appareil de répression de l'Etat américain. Nous reproduisons cicontre un extrait d'un article de A. de Segonzac publié dans PARIS-PRESSE, en date du jeudi 12 septembre, avec comme sous-titre « la police (U.S.) se montre de plus en plus raciste ».

Au moment où certains militants noirs sont jugés pour meurtre de policiers blancs, les faits cités ici expliquent largement la nécessité pour les Noirs de s'armer et de se défendre eux-mêmes, y compris, et peut-être avant tout, contre ceux qui sont pourtant théoriquement chargés de faire respecter des lois qui garantissent soi-disant l'éga-

dernière dans un tribunal de New York : reconnaissables à tumière est encore accentuée leurs blousons et bérets noirs capar le racisme qui gangrène ractéristiques, une demi-douzaine de panthères noires », une organisation de Noirs extrémistes avec des ramifications dans toutes les villes d'Amérique, arrivés pour assister au procès d'un des leurs.

Environ une centaine de Blancs qui les attendaient dans le vestibule se ruent sur eux, en hurlant le nom de « Wallace » - le candidat raciste d'extrême-droite aux élections présidentielles de novembre prochain, et les assomment. Ce sont des policiers en civil. Ils furent identifiés sans difficulté parce qu'ils utilisèrent des matraques réglementaires et portaient des revolvers en bandoulière sous leurs vêtements, comme l'exige le règlement de la police de New York quand ses agents ne sont pas en service.

Avant-hier soir il y eut une fusillade à Oakland, en Californie. Des inconnus tirèrent sur le quartier général local des « panthères noires ». « C'est la police qui a fait le coup », se plaignirent les membres du groupe qui étaient présents. Tout d'abord on ne les crut pas. Enquête faite, ils avaient raison. Deux paltromen » (policiers) viennent

pour que Wall Street fasse son Les Etats-Unis en ont assez d'aider les enfants à mourir de faim.

PORTUGAL

LA MORT **D'UN** DICTATEUR

OUT régime dictatorial ou bonapartiste est profondément marqué par la personnalité du dictateur ou du bonaparte, et leur disparition, même « naturelle », n'est pas sans provoquer des inquiétudes sinon des changements politiques importants dans le pays.

Le dictateur Salazar va mourir. Le Portugal s'interroge. Le monde aussi qui garde une part de son attention fixée sur lui. C'est que Salazar exerce depuis 1933 une dictature absolue, réglant directement, avec chaque ministre intéressé, tous les problèmes posés au pouvoir, et faisant assurer l'ordre dans le pays, et en particulier dans les villes, grâce à une police politique dont la renommée a franchi les frontières du Portugal:

Les favoris du régime, bureaucrates et policiers qui habitent les belles maisons de Lisbonne, s'inquiètent à juste titre de la disparition de leur protecteur, car dans le cœur des étudiants, des paysans et des ouvriers condamnés au silence, à la répression ou à l'exil depuis plus de quarante ans, l'espoir va renaître.

L'histoire n'est pas riche en exemples de ce genre car en général les dictateurs meurent ou disparaissent dans la tourmente des événements. Mais pour la génération des dictateurs des années 30, alors qu'Hitler et Mussolini ont connu des morts violentes, la succession de Franco et Salazar, survivants de cette époque, est un problème qui se pose tant aux classes dirigeantes qu'aux opprimés.

ce qu'il n'y ait surtout pas de vide politique qui puisse donner aux aspirations populaires la possibilité de s'exprimer directement. Au Portugal, rien de semblable n'a

veut pas laisser la place, de façon à

paru nécessaire aux couches dirigeantes. Saigné à blanc par ses propres dirigeants, exsangue, vidé de ses forces vives, le pays va sans doute apprendre la fin du dictateur sans pouvoir profiter de la disparition de celui qui a donné son nom à ce régime, Salazar. Ce régime qui astreint les jeunes à déserter et à s'exiler quand ils refusent de se faire les gardiens du capital américano-portugais en Angola et au Mozambique, « provinces portugaises d'Afrique » qui, depuis 1960 luttent, les armes à la main, pour leur indépendance.

Ce régime qui est incapable de développer l'économie du pays et oblige la main-d'œuvre ouvrière et paysanne à prendre le chemin des champs et des usines de France, d'Allemagne et de Belgique. Ce régime va disparaître sans que les éléments dynamiques de la population portugaise puissent intervenir immédiate-

Lisbonne connaît certes une grande activité et les rivalités qui opposent les successeurs éventuels ne manquent pas. Mais tout se passe dans l'entourage du moribond, et si Salazar, en disparaissant, emporte avec lui un mode personnel de pouvoir, il laisse derrière lui une société dont la stabilité basée sur l'armée, la police et l'alliance avec Washington reste solidement protégée.

Le pouvoir politique pourra connaître de nombreux remous : une direction collégiale peut succéder au dictateur, des coups d'Etat militaires peuvent demain ou plus tard, amener le général Deslandes, gouverneur d'Angola ou Moreira, chef d'étatmajor des forces armées à la tête du pays. Cela resterait dans la tradition de la vie politique portugaise.

Cependant, en attendant la mise en place de la succession de Salazar, l'armée patrouille dans les rues de Lisbonne car un peuple opprimé, physiquement brisé, peut croire que la disparition de Salazar lui donnera la possibilité de revendiquer le droit de vivre, même si son appréciation comporte une part d'illusions. Et ces illusions mêmes, peuvent lui donner la force et le courage de manifester sa



(photo U.P.I.)

l'objet d'âpres discussions depuis plusieurs années et les différentes organisations, de l'Opus Dei au Parti Communiste Espagnol, recherchent un modèle de gouvernement d'unité nationale à substituer à Franco, avant sa mort si possible, dès qu'il sera mort si la vieille ganache ne

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON INITIATIVE SOCIALISTE 54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6°

ATTENTION!

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A : Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Une étrange "vache à lait

'ONCLE SAM », généreux mé-cène, comme chacun sait, est las de l'ingratitude qu'on lui témoigne. La Chambre des représentants vient de voter la réduction du budget prévu pour « le programme d'aide militaire et politique aux pays sous-développés », histoire de montrer au petit bourgeois américain que ses représentants, généreux certes, comme il n'est pas possible, ne confondent pas bonté et faiblesse.

Les peuples des pays concernés ne regretteront rien. Ni le peuple vietnamien, ni les populations d'Amé-rique latine ou d'Afrique, qui con-naissent bien l'amer goût d'une « aide » qui sert surtout à l'entretien de fantoches gouvernementaux et de leur armée, à la construction de

routes stratégiques ou d'aérodro-

Les Américains en ont assez d'être « une vache à lait », titre, non sans une certaine ironie, « France-Soir ». Image osée, qui évoque cette plaisanterie qui circulait, il y a quelques années, en Pologne.

On racontait alors que, grâce aux travaux de Mitchourine, les Soviétiques avaient obtenu une race de vache extraordinaire, au cou démesuré; un cou tel qu'elles pouvaient brouter en Pologne, tandis qu'on la trayait en U.R.S.S. La vache à lait américaine a un cou long, très long, et sa voracité est légendaire. Elle broute aux quatre coins du globe,

MEXICO

LES JEUX ne sont pas faits

A flamme est déjà à Mexico, mais ce n'est pas celle des jeux, c'est celle de la révolution ou, du moins, pour le moment, de la révolte.

Le Gouvernement réactionnaire de Diaz Ordaz est en effet de plus en plus menacé par les étudiants.

Le Gouvernement avait choisi la manière forte pour tenter de réprimer l'agitation étudiante qui régnait dans le pays, et en particulier la capitale, depuis la fin du mois de juillet. Il fit intervenir la troupe à plusieurs reprises.

les blindés et les parachutistes qui sont intervenus pour occuper l'Université de plus grave pour le Gouver-Mexico. Plus de six cent personnes, étudiants, mais aussi dans toute l'Amérique latine

tretien, y furent arrêtés, bien que relachés par la suite.

Mais cela n'arrêta pas l'agitation universitaire. Les dirigeants étudiants n'étaient pas parmi les occupants de l'Université, ils s'étaient préparés à la répression et avaient organisé imprimeries clandestines et même émetteurs « pi-

Les manifestations ont continué et continuent encore. La répression est violente, mais la détermination des étudiants est grande.

Pendant ce temps l'agita-Le 18 septembre ce sont tion s'étend aux autres uni-

La situation est d'autant nement mexicain que c'est

professeurs et ouvriers d'en- que les étudiants bougent pendant que des guerillas s'organisent dans certains pays et que la proximité des Jeux Olympiques qui doivent s'ouvrir le 12 octobre donne au combat des étudiants mexicains un retentissement international.

> Après l'Université, Diaz Ordaz qui, comme beaucoup de dirigeants réactionnaires, ne connaît que la force, à fait occuper par la troupe le stade de Mexico et les installations sportives des Jeux. A l'heure où nous écrivons la répression de nouvelles manifestations aurait fait plusieurs morts.

> Les athlètes de tous les pays représentés aux Jeux Olympique auront donc leur mot à dire dans la politique mexicaine.

Et le sport et les Jeux auront peut-être enfin l'occasion d'être ce qu'ils espéraient être : un lien fraternel entre les peuples dans un monde débarrassé des Ordaz de tou- Les installations seront prêtes...

LE STADE DE MEXICO



Mais les hommes ?

(Photo UPI)

LA "TRÊVE OLYMPIQUE" OU LA FIN D'UN MYTHE

ES Jeux Olympiques de Mexico sont mal partis, c'est le moins qu'on puisse

Tout a commencé il y a déjà quelques temps lorsque les athlètes noirs américains projetaient de les boyeotter pour protester contre le racisme existant aux USA. Puis les pays d'Afrique noire ont pris le relais en dénonçant le gouvernement d'Afrique du Sud pour son refus de constituer une équipe multi-raciale. La contestation olympique s'est ensuite déplacée vers l'Europe Centrale où l'intervention en Tchécoslovaquie de l'URSS, de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne et de la Bulgarie a posé quelques problèmes à certaines délégations. Le Moyen-Orient n'a, lui non plus, pas été épargné puisque le nouvel ambassadeur d'Egypte au Mexique a déclaré que les athlètes égyptiens abandonneront les terrains d'épreuves lorsqu'ils aurent à y rencontrer les sportifs d'Israël.

Mais certains pays ont dépassé les limites. Nous me parlons pas bien sûr des Etats-Unis qui, comme un fait expres, ont manqué l'envoi d'un satellite artificiel chargé de retransmettre en direct les émissions télévisées de Mexico en Europe. Nous voulons parler du gouvernement mexicain. Ce gouvernement, nous devrions plutôt dire ce machin, vient de faire envahir les installations olympiques par l'armée sous prétexte qu'elles étaient menacées par des étudiants déchainés. Inadmissible. Personne, c'est évident, ne respecte plus le noble idéal olympique. Les noirs américains et ceux d'Afrique du Sud, les Arabes, les Tchèques et les étudiants mexicains font passer leurs petites affaires intérieures avant la grande compétition mondiale. L'homme n'a plus d'idéal, c'est sûr. Cela tout le monde vous le

dira. Puis d'ailleurs les Jeux ne sont plus ce qu'ils étaient. On foule au pied l'amateurisme (pauvre baron de Coubertin), on fait jouer les hymnes nationaux (alors que ça devrait être interdit selon le réglement) et chaque pays va même jusqu'à entraîner ses athlètes dans le but de remporter le plus de médailles possibles. Inconcevable.

Ah ! Parlez moi plutôt des Jeux Olympiques d'avant-guerre. Ceux de 1936 par exemple. Ils avaient lieu à Berlin devant Hitler. Le célèbre athlète noir américain Jess Owens y remporta six médailles d'or, mais Hitler refusa de lui serrer la main. Scandale. Mais le fait que des centaines de milliers de militants socialistes et communistes, des juifs et autres crevaient au même moment dans les camps de concentration allemands n'indigna pas le Comité International. Car « ça » c'était de la politique.



ANTISEMITISME PAS

des dernières trouvailles des Russes et de leurs alliés pour discréditer Dubcek et son équipe est de reprendre partout le bruit que la démocratisation du régime taire du P.C. Polonais. tchèque cache en fait un complot de la « juiverie internationale », pardon nous voulions écrire du « sionisme international ».

écrit Neues Deutschland, organe du P.C. est-allemand. « Les appels per-« fides des impérialistes, sionistes et

« révisionnistes... sont dirigés contre « le socialisme, la situation créée en « Tchecoslovaquie l'a démontré »,

affirme de son côté Moczar, secré-

Mais comme il reste très peu de juifs en Tchécoslovaquie, la plupart avant été massacrés par les nazis et qu'il n'y avait que deux membres, parmi l'équipe dirigeante tchèque d'origine juive (Goldstuecker et Ota

les rares partisans tchèques des Russes (ou de la NKVD opérant dans le pays) ont changé leur fusil 'd'épaule.

Ils ont envoyé de fausses lettres à différentes personnalités tchécoslovaques, juives et non-juives, émanant prétendûment de Simon Wiesenthal, responsable de l' « Association des victimes juives du nazisme », de Vienne. Ces faux, dont un extrait a été publiè dans le « Monde » du 18 septembre, affirment par exemple que la démocratisation du régime était nécessaire pour que les juifs

« puissent réaliser leur mission his-« torique, à savoir prendre la direc-« tion spirituelle du monde », ou bien insiste sur la nécessité pour aider Israël de reprendre « des relations « normales entre la Tchécoslovaquie « et la République Fédérale Alle-

mande ». Que les clichés les plus éculés de l'antisémitisme (la « domination juive sur le monde » date de Napoléon III) figurent aux côté de prétextes politiques qui ont servi à l'invasion du pays (la reprise des relations avec Bonn) n'inquiète sans doute pas les faussaires de

Moscou. Comme l'écrit avec raison Wiesenthal il s'agit sans doute de documents qui serviront un jour ou l'autre dans d'éventuels procès contre les opposants... et dans ce genre de procès, la vraissemblance des « preuves » ne compte pas. Mais que Moscou, Varsovie, Budapest et Sofia supputent sans succès jusqu'ici sur les sentiments antisémitiques qu'ils attribuent à la population tchécoslovaque pour tenter de discréditer Dubcek montre un peu plus, si cela était nécessaire, le genre de socialisme » qu'ils sont venus défendre les armes à la main,

La réforme universitaire d'Edgar Faure

Beaucoup de bruit pour rien

UDACIEUX, ambitieux, révolutionnaire, à en croire la presse officielle, il n'est pas d'autre mot pour qualifier la réforme universitaire conçue par Edgar Faure. Et puis quoi encore ?

On en a tellement parlé avant de la connaître. On a tellement vu les députés de la majorité et tout ce que le pays compte de conservateurs, de réactionnaires, de Pères Fouettards et de faux-culs partir en guerre contre le projet Faure, qu'on en reste tout surpris. Il n'y avait vraiment pas de quoi trépigner !

On s'en doutait un peu. Mais les dispositions adoptées en conseil des ministres mettent les choses au point. « Autonomie et participation, oui, pour tout ce qui est accessoire et encore avec quelles limites. Pour l'essentiel l'Etat maintient ses prérogatives ». Il se réserve le droit de créer des établissements nouveaux, celui de répartir les crédits et les emplois dans le cadre du budget de l'Education nationale, celui de fixer les programmes correspondants aux diplômes nationaux et, s'il se départit de son autorité en matière de po-

lice au profit des responsables nouveau style, il est prévu qu'en cas de carence de ces derniers il puisse naturellement intervenir : Quant à la nouveauté la voici : l'ancien ensemble universitaire éclate en « Unités d'enseignement et de recherche ». Chaque Unité est dotée d'un conseil élu et d'un président également élu. L'Etat se reservant la haute main sur tout ce qui est programmes et diplômes nationaux, il revient aux conseils de déterminer les statuts les méthodes pédagogiques, voire les examens et les programmes de recherche et d'enseignement ne correspondant pas à un diplome national. Il y aura donc des diplômes d'Unité, à côté des diplômes nationaux mais ne doublant pas ceux-ci.

Même tabac pour l'autonomie financière qui consistera à gérer les crédits attribués par l'Etat avec contrôle à postériori : l'autonomie financière se réduit à ceci : L'Unité pourra recruter des professeurs « contractuels » (les titulaires sont payés par l'Etat) et améliorer son équipement. Toutes ces décisions seront prises par les conseils où les étudiants, pas tous, ceux ayant accompli une année universitaire couronnée par un diplôme », seront représentés dans la proportion maximum de 50 %. Le reste étant composé d'enseignants, de chercheurs voire de personnes extérieures (?)

Quant aux libertés politiques, elles se ramènent à la « liberté d'informa-tion en ce qui concerne les problèmes politiques économiques et sociaux » à condition qu'elle ne gène pas l'enseignement, qu'elle ne prête pas au monopole et à la propagande, qu'elle ne trouble par l'ordre public et qu'elle s'exerce dans des locaux distincts des salles d'enseignements; OUF !

En résumé rien n'a été fait en matière d'orientation, tout reste à faire en matière d'établissements et de postes à créer. Les étudiants, s'ils peuvent par l'intermédiaire des conseils « participer » à l'élaboration des modalités d'examens, ne peuvent ni choisir les programmes fondamentaux, ni faire partie des jurys, ni désigner leurs professeurs, ainsi qu'ils

Le reste est réduit à peu de choses.



Edgar Faure à son arrivée au Conseil des ministres, avec sous le bras le dossier du projet de Loi sur l'Université : la rencontre avec le képi estelle symbolique ?

l'échelle des unités locales, puis des conseils régionaux et nationaux, sera ce qu'en fera le combat des étudiants. La pire ou la meilleure des choses. Pépinière de bureaucrates ou postes de contrôle et de contes-

L'espèce de cogestion instituée à tation permanente? Cela, ce ne sont pas les institutions qui peuvent le déterminer, mais le développement ou la régression du mouvement étudiant, sa capacité de contester la socité capitaliste, son dévouement aux idées et aux hommes.

GRAPPIN DÉMISSION!: c'est fait

ERCREDI dernier, Grappin, le doyen de la Faculté de Nanterre, annonçait sa démission.

Par une lettre ouverte il expliquait le lendemain les raisons qui



Adieu Grappin!

(Photo U.P.i.)

l'avaient amené à prendre cette décision. Son communiqué disait notamment : « J'ai été amené par ma seule présence, à couvrir des actes que je considère comme très graves ; suppression de fait de la liberté d'expression à l'intérieur de la faculté, mépris affiché de la culture, pratique cons-tante d'une intolérance agres-

Des lecteurs mal informés pourraient croire que Grappin fait allusion à la situation qui régnait dans les facultés avant le mouvement de mai, quand il était interdit de débattre de ques-tions politiques dans les en-ceintes universitaires, quand on risquait souvent d'être conduit au poste de police pour vente de journaux aux portes des facs ou des restaurants universitaires. Dans cette voie on sait à quelles

brutalités sont parvenus les flics

du gouvernement. Mais pas du tout! Pour M. Grappin, la liberté d'expression était supprimée lorsque justement le débat s'instaurait dans les facultés, que les idées révolutionnaires contrecarraient en partie le bourrage de crâne gouvernemental et pouvaient s'exprimer sans l'intervention de la chaussette à clou.

Cette liberté politique dans les Facultés, les étudiants sont bien décidés à la faire régner malgré toutes les manœuvres du gouvernement pour la leur interdire.

C'est cela que n'admet pas Grappin le Tartuffe. Tant pis pour lui. « Grappin démission ! » demandaient les premiers étudiants contestataires de Nanterre. Ils ont été entendus. Ce n'est pas nous qui le regretterons.

A la Sorbonne : la loi Deloffre et de la demande

« Un professeur frappé en Sor-bonne par des étudiants » titrait en première page « Paris Presse L'Intransigeant » du vendredi 20 septembre et de commenter « M. Deloffre voulait taire l'incident, mais des contestataires l'accusent d'avoir donné le premier coup... ».

Mais qui est M. Deloffre?

Depuis la fin de juin le nom de Frédéric Deloffre, 47 ans, titulaire d'une chaire de philosophie à la Sorbonne, est apparu plusieurs fois dans la presse. Si ce personnage n'a pas encore acquis une notoriété internationale, disons qu'il s'est fait un nom en lançant des slogans aussi profonds que « L'éducation politique, comme l'éducation sexuelle, doit se faire en dehors de l'école ».

Des formules de ce type, si elles n'ont pas pour elles l'originalité, sont malgré tout une preuve réconfortante pour les bienpensants, les réactionnaires bon teint et les universitaires débiles qu'une certaine Université d'arrière-grand-papa n'est pas tout à fait morte. Comme porte-parole des punaises de bibliothèque Deloffre aurait sans doute sa place à L'UDR mais, pour l'instant, il n'est que Secrétaire du Syndicat Autonome des Professeurs de la Sorbonne, ce qui, somme toute, n'est qu'un premier pas sur cette voie. Ce syndicat, totalement autonome de tout ce que le corps professoral compte d'un peu vivant, s'est créé pour lutter contre les « rouges » du SNE-Sup, syndicat de professeurs qui a appuyé les étudiants en lutte.

Car en effet M. Deloffre est contre toute politique à l'Université. Il est aussi pour le respect de toutes les idées. Bravo!

Mais, sans doute à cause d'un dérèglement glandulaire chronique, il ne peut s'empêcher d'insulter copieusement chaque fois qu'il le rencontre tous les vendeurs de la presse révolutionnaire qui opèrent aux alentours de la Sorbonne.

De plus, le mercredi 18 septembre, il ne résista pas au plaisir de déchirer des affiches rédigées par des étudiants dont une, notamment, protestait contre le procès des intellectuels tunisiens.

« J'ai pris une affiche du Mouvement d'Action Universitaire (MAU) dans la cour de la Sorbonne, pour ma documentation » a déclaré cet auguste universitaire à un journal du soir.

Mais pourquoi ne l'expliquat-il pas aux étudiants qui se trouvaient là?

Car il est évident, à tout observateur objectif, que les étudiants présents dans la cour de la Sorbonne n'interpellèrent Deloffre que pour se documenter sur son comportement et tenter d'approfondir un intéressant phénomène d'excitabilité, produit par des textes politiques, sur un sujet considéré, à priori, comme nor-

Deloffre ne l'a sans doute pas compris ainsi. D'insultes verbales en menaces, sa propre escalade l'a conduit à un point critique où, il le reconnait lui-même, « j'ai du donner un coup de poing ».

Nous n'insisterons pas sur le refus d'instruire caractérisé indigne d'un universitaire de sa valeur, dont il s'est rendu coupable vis à vis des étudiants à ce moment précis.

Malgré tout, il a pu se documenter amplement sur le fait que dans certaines conditions politiques existe un effet multiplicateur des coups de poing c'est-à-dire, pour parler plus simplement, qu'on arrive à obtenir « dix rendus pour un donné ». Ce n'est là que la fameuse loi de l'offre et de la demande appliquée à la contestation universitaire.

Comme le souligne le même journal, en guise de conclusion « la contestation a fait comme « les appariteurs : elle s'est musclée ». Ce sera le titre de gloire impérissable de M. Deloffre d'avoir été le premier chercheur à mettre en évidence le bien-fondé de cette affirmation.

Les "barbouzes" prolifèrent

étaient payés grassement, 125 F

E doyen de choc, Zamansky, l'avait dit, il était prêt à le jurer sur tous les dieux : il avait pas de barbouzes à l'université. Edgar Faure, sans pitié pour son subalterne, fit justice de telles déclarations. nonçant que « désormais il n'y aurait plus de supplétifs dans les

Edgar Faure avait promis... Ce qui n'empêcha pas que les étudiants en médecine purent constater au sein de leur faculté, la présence d'appariteurs aussi musclés que ceux de Zamansky, qui veillaient, avec la même mâle rigueur, au bon ordre du déroulement des examens. A peine plus discrets que leurs collègues qui avaient sévi la semaine précédente au C.P.E.M., ils séquestrèrent le secrétaire du Syndicat de l'Enseignement Supérieur, M. Herzberg, sous prétexte que ce dernier avait eu l'outrecuidance de pénétrer dans l'enceinte de la Faculté de médecine — où il est professeur pour vérifier la régularité du déroulement des épreuves d'examen. Ils distribuèrent quelques horions, de ci, de là.

Le rideau se levant peu à peu, on apprit que ces « appariteurs », ne pas confondre, s'il vous plait avec qui que ce soit, surtout pas des barbouxes...

par jour (il faut que tout le monde vive), qu'ils étaient une quarantaine, sous les ordres d'un colonel en retraite. Mais tout ceci est évidemment ux, n'est-ce pas, puisque Edgar Faure avait promis... qu'il n'y aurait plus de « barbouzes » à l'uniUne pièce de un franc à la place du cœur

APRÈS "LA HAUSSE C'EST VOUS" "L'EXPANSION C'EST VOUS"

E 15 septembre a débuté une vaste campagne publicitaire en faveur de « l'expansion ». Lancée par le gouvernement, l'opération doit se prolonger jusqu'au 31 décembre prochain.

Cette campagne, qui est appuyée par la radio, la télévision, les grands journaux, des pannonceaux publicitaires et des affiches dans les magasins a pour but de « faire marcher le commerce ».

De quoi s'agit-il exactement ?

Il faut se rappeler que le projet de budget pour 1969 comprendra une impasse de plus de 10 milliards, c'està-dire une différence considérable entre les ressources de l'Etat et ses dépenses.

OUTE une partie de cette impasse est constituée par les allégements fiscaux, l'aide aux investissements dont ont bénéficié les grosses entreprises capitalistes.

Pour le gouvernement c'est un moyen d'aider les patrons à investir plus en payant moins d'impôts, le but final de l'opération étant de sortir l'économie du marasme relatif qu'elle connaît depuis la fin des vacances 1966. Y parviendra-t-il ? Personne n'en sait rien et le gouvernement pas plus que les autres. Mais disons qu'il espère y arriver.

Mais pour parvenir à combler ce trou » de 10 milliards et plus l'Etat va fabriquer de la monnaie pour un montant équivalent. C'est facile puisqu'il en a le monopole. Mais ce surplus de billets ne correspond à aucune production de richesses et risque d'entraîner une dévaluation de la monnaie, une flambée des prix,, ce qu'on appelle l'inflation.

En soi cette hausse des prix ne gêne que très modérément le gouvernement et touchera surtout les travailleurs et la petite bourgeoisie. Dans un dernier temps, les chiffres du commerce en juillet-août le prouvent, cette perspective de montée des prix a même stimulé les achats de biens durables (électroménager par exemple), les consommateurs préférant bien sûr acheter avant les hausses.

Mais un autre phénomème a joué en sens contraire; c'est celui de la peur de l'avenir que ressentent de nombreux travailleurs. En effet, dans un but politique, le gouvernement n'a cessé d'agiter depuis la grève de mai-juin le spectre du chômage et de la catastrophe économique qui « puniraient » les méchants grévistes. Dans une certaine mesure cette propagande a porté. Dans une situation qu'ils estiment instable pour eux, de nombreux travailleurs sont portés à économiser pour « voir venir ». Si telle attitude persiste, la consommation intérieure ne suivra pas l'augmentation de la production qu'espère obtenir le gouvernement, grâce aux « cadeaux » fiscaux qu'il a accordés à la bourgeoisie. Dans ce cas l'inflation ne sera pas vraiment « rentable ». Il s'agit donc maintenant de convaincre la population, et en premier lieu les trava!'leurs, que si tout va mal, ce n'est pas parce qu'ils sont en grève, mais parce qu'ils n'achètent pas assez. On tempère également l'opinion que les hausses de salaires seront mangées par les hausses des prix en affirmant bien fort que cela ne sera vrai que chez les mauvais commerçants. Chez les bons, c'est-à-dire ceux qui adhèreront à la campagne, le pouvoir d'achat des travailleurs sera bien

défendu. C'est là que se greffe l'autre volet



de l'opération. La majorité des 300 000 commerçants qui participent à cette campagne sont des grands magasins ou des succursalistes c'està-dire des types de commerce qui ont bénéficié des nouveaux avantages fiscaux accordés pour le budget 1969 (taxe sur les salaires, déductions supplémentaires de la T.V.A. sur les investissements).

Pour ce commerce, dit « concentré », maintenir les prix durant un trimestre ne sera pas un problème, puisqu'il bénéficiera par ailleurs de déductions fiscales ou d'aide financière. Mais, pour les petits détailants, la situation sera différente. Subissant, comme les travailleurs, les hausses en tant que consommateurs ils ne profiteront pour ainsi dire pas des déductions fiscales et, pour beaucoup d'entre eux, tenir les prix durant un trimestre sera difficile, voir impossible.

Mais ils n'auront pas le choix. Avec sa campagne « Expansion » le gouvernement leur indique clairement que, s'ils ne veulent pas voir rapidement leur clientèle drainée par les gros magasins capitalistes, ils n'ont qu'à s'aligner.

Qu'ils ne puissent y arriver n'intéresse pas le gouvernement. Il faut bien que quelqu'un paie l'inflation.

Les coquetteries de la "participation"

PRES la conférence de presse de De Gaulle. les centrales syndicales ont à nouveau manifesté leurs inquiétudes en ce qui concerne la « participation ».

« L'Etat vise à refouler sous le vocable de « participation », « d'intéressement » et de « consultation », l'autorité des organisations syndicales dans les entreprises et dans le pays, déclara Georges Séguy à la suite de la conférence de presse, accusant plus loin De Gaulle de vouloir créer des « syndicats maison ».

maison ».

Quand à André Jeanson de la C.F.D.T. qui prête aussi l'intention au pouvoir de chercher « à favoriser la création et l'activité de syndicats maison ou de pseudo-confédérations », il dé-

clara encore :
 « Aucune formule de participation ne saurait être reconnue
valable, qui ne considérerait pas
les organisations syndicales représentatives comme les seuls

interlocuteurs ».

Qu'est-ce qui a suscité dans la conférence de presse si anodine du Président de la République, une telle levée de boucliers de la part des syndicats ? C'est, à n'en pas douter, ce morceau de phrase: «...que les mandataires de chaque catégorie du personnel, à quelque titre que ce puisse être, soient élus par tous ses membres au scrutin secret sur des candidatures librement po-

Déjà à la fin du mois d'août, deux journaux (« Le Monde » et « le Figaro ») avaient publié une note-cadre de l'Elysée pour la préparation des textes sur la « participation » disant : « A la base de la participation économique et sociale, mettre la règle suivant laquelle les élections des représentants des intéressés doivent se faire au suffrage universel et au scrutin secret, les candidatures étant librement présentées ». L'émotion syndicale s'était déjà alors manifestée.

Une émotion allant d'ailleurs bien au-delà de ce que les seuls textes pouvaient susciter par leur contenu équivoque. Rien ne permettait d'interpréter ces phrases comme étant la suppression du scrutin de liste réservé aux syndicats, en ce qui concerne les élections de délégués. On ne peut savoir ce qu'il y a exactement dans les arrière-pensées de De Gaulle à ce sujet.

Est-ce alors le mode de scrutin pour la participation qui inquiète tant les syndicats? Mais de deux choses l'une: ou ils sont contre la participation, comme ils le prétendent, alors on ne voit vraiment pas pourquoi ils s'occupent tant d'un scrutin qui ne les concerne pas. Ou bien leur « dénonciation » de la participation est du cinéma, et ils se préparent déjà à participer.

Ce qui est certain c'est qu'en laissant entendre aux syndicats qu'ils pourraient avoir des concurrents à la « participation », le gouvernement les pousse à la vouloir pour eux tout seuls. « Ele désir s'accroît quand l'effet se recule... » selon le vers célèbre de Corneille.

Pas question pour eux de laisser aux « syndicats maison » cette nouvelle fumisterie destinée à berner les ouvriers. En discutant du mode de scrutin pour la participation, en feignant de croire que ce scrutin serait appliqué aux élections de délégués (on ne voit d'ailleurs pas ce qu'il y aurait d'inquiétant. Auraient-ils peur que les ouvriers ne sachent pas reconnaître un candidat patronal?), les centrales syndicales montrent bien qu'elles sont prêtes à se battre comme des chiffonniers pour « participer ».

Dans la métallurgie :

Discussion pour un accord-cadre la Révolution

Le jeudi 12 septembre les dirigeants de l'Union des Industries métallurgiques et minières (UIMM) se sont rencontrés avec les représentants des grandes centrales syndicales CGT, CGT-FO, CGC, CFDT et CFTC pour définir les bases d'un accord-cadre national intéressant environ 2.500.000 salariés. Les dirigeants des syndicats doivent être satisfaits. Enfin on discute autour du tapis vert.

Ainsi, trois mois après l'immense mouvement qui avait obligé le Patronat et le Gouvernement à discuter avec l'ensemble des Syndicats sur des problèmes généraux, on reprend la discussion au niveau national mais à un échelon plus bas, dans une seule branche d'industrie concernant 2 millions et demi de salariés alors qu'en mai, c'est avec les représentants de 13 millions de salariés qu'il fallait discuter sous la pression de 10 millions d'entre eux en grève. Aujourd'hui, le travail a repris normalement et les « représentants » sont beaucoup plus décontractés pour discuter. Ils ont le temps et ils prévoient que les difficultés seront nombreuses et que les discussions seront longues.

Quel est le but de cette rencontre? Aboutir à un accord-cadre sur le plan national dans la métallurgie. Il ne s'agit même pas d'une convention collective.

Sur quoi portent les discussions bas maquignonnage. Les syndicats avaient l'occasion d'imposer un La garantie de l'emploi dans le S.M.I.G. plus élevé que celui qu'ils

cadre de l'évolution et de la modernisation des entreprises, la durée du travail, la classification des emplois, la formation professionnelle, les congés payés et les congés maladie.

Il n'est même pas question de fixer les salaires ni de les garantir. La C.G.T. qui avait proposé que l'on discute de l'échelle mobile des salaires, c'est vu opposer un refus catégorique de la part du Patronat. Le problème des salaires n'intéresse pas ces Messieurs du Patronat. Les imagine-t-on, eux, conclure un accord commercial sans se soucier des prix? Les salaires, on en reparlera, mais à un échelon plus bas, à l'échelon régional, ce qui signifie que si la suppression des zones de salaire a été admise pour le S.M.I.G., les syndicats, en acceptant de discuter des salaires à l'échelon régional, acceptent dans les faits les zones de salaires.

La durée du travail est à l'ordre du jour. Nous comprendrions que discussions soient nécessaires s'il s'agissait de la réduire en dessous de 40 heures. Mais, pour étudier les moyens d'arriver à 40 heures en 1972, c'est d'un cynisme incroyable. Ils savent pourtant, ces messieurs, que la loi dont ils sont tous si respectueux, fixe la durée hebdomadaire du travail à 40 heures maximum depuis 1936. Un accord-cadre, dans ce domaine, ne peut être qu'illégal, car le cadre, il est fixé par la loi, depuis 32 ans. revendique particulièrement un salaire plancher. En fait, le salaire plancher existe. C'est le S.M.I.G. F.O. voudrait peut-être grignoter un salaire plancher un peu plus élevé que le S.M.I.G. dans la métallurgie seulement. C'est du bas maquignonnage. Les syndicats avaient l'occasion d'imposer un

ont accepté, il y a trois mois, quar d 10 millions de grévistes l'exigeaient. Quant à la C.F.D.T., elle reprend son « dada » de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

La section syndicale, les syndicats ne sont pas interdits. Leur reconnaissance par le patron, on s'en moque. Ce qui compte, c'est qu'ils soient reconnus par les travailleurs qui voient, en eux, leurs organisations. Si les syndicats représentaient vraiment les aspirations des travailleurs, ils n'auraient besoin d'aucun accord-cadre pour se manifester.

La liberté syndicale, cela ne s'obtient pas du patron, ça se prend et s'il y a une chose à imposer, c'est justement qu'il n'y ait aucun cadre, c'est-à-dire aucune limitation à l'exercice de la liberté syndicale.

Ainsi donc, les syndicats vont pendant des semaines, peut-être des mois, tracer eux-mêmes les limites de leur intervention. Ils s'imaginent peut-être qu'ayant bien mis au point avec les patrons les limites de leur action, le Patronat les laissera évoluer à l'aise dans ces limites qu'ils auront eux-mêmes acceptées.

Ils ne sont pas dupes à ce point. Mais pendant un bon moment, ils se donnent une activité sans danger qui justifie leur existence.

Ils auront vraiment bien travaillé, nos représentants syndicaux, quand 36 ans après le vote de la loi de 40 heures, ils auront réussi à en faire admettre le principe aux patrons. Mais ensuite, il faudra encore bien du temps pour convaincre les patrons d'appliquer le principe

A moins que d'ici là un nouveau mois de juin (36 ou 68) vienne un peu brutalement mettre les points sur les i, en mettant le poing sur

Les Communistes et la Révolution

EUDI 19, un débat télévisé a vu s'opposer la révolution selon Jean Ferniot (de « France-Soir») à la révolution selon René Andrieu (de « l'Humanité »).

Jean Ferniot n'est pas un révolutionaire, il le dit (on le savait), et s'étonne que le parti communiste qui ne l'est pas non plus, ne le dise pas.

René Andrieu, qui s'est d'abord défendu d'être révolutionnaire, se défend ensuite de ne pas l'être. S'il « condamne les barricades et surtout les cocktails Molotov », s'il « croit au suffrage universel », il « est partisan de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme » ...sans dire comment y parvenir.

Si, pour lui, « le gauchisme est la forme noble de l'opportunisme », il nous donne un exemple de l'opportunisme ignoble du P.C.F. : pour expliquer pourquoi il « combat contre le capitalisme », il rappelle que « depuis 1945, les gouvernements qui se sont succédés ont massacré en Algérie, en Indochine, des millions de morts » (sic)... alors que de 1945 à 1947 ces gouvernements comprenaient des ministres communistes, et qu'en 1956, le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet pour lui permettre d'envoyer le contingent en Algérie.

Jean Ferniot conclut qu'il n'a vraiment pas peur que le P.C.F. fasse la révolution.

On le comprend!

« SOCIALIST WORKER » EST HEBDOMADAIRE « Socialist Worker », (l'ouvrier

socialiste) organe du groupe britannique « International Socialism », devient hebdomadaire. « Socialist Worker » lutte pour le contrôle ouvrier, soutient les luttes 'des militants syndicalistes de base, combat le chômage, le racisme, les lois sur l'immigration.

« La tâche des révolutionnaires socialistes, peut-on y lire, est de se joindre aux ouvriers en lutte avec les idées socialistes qui uniront les différentes sections du mouvement ouvrier et contribueront à créer la force qui conduira au pouvoir ouvrier ».

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs quelques exemplaires de S. W. Ecrire en joignant deux timbres.

LUTTE OUVRIERE

LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

LUTTE OUVRIERE * espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-Jà, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de

Nous publions aujourd'hui trois textes que nous avons regroupés parce qu'ils expriment le point de vue de camarades qui se réclament plus ou moins de l'anarchisme.

Nous demandons aux camarades qui envoient des textes pour la Tribune libre de se limiter le plus possible et de le faire eux-mêmes : nous ne pourrons pas publier les textes trop longs et nous n'aimons pas, par ailleurs, amputer un texte, même si on nous y invite cordialement; personne n'est mieux placé que l'auteur pour le faire.

Vu l'effort louable de « Lutte Ouvrière » pour organiser un débat positif par l'intermédiaire de sa Tribune Libre au sein de toutes ces communauués révolutionnaîres, je me suis permis d'insérer mon propos.

Tout d'abord, il me paraît un peu sibyllique de prétendre condamner l'anarchisme sur sa simple réfutation de l'autorité étatique. Ce que refuse l'anarchisme, c'est l'existence même d'une bureaucratie centralisatrice où le dogmatisme, la démagogie et l'idéologie pernicieuse vont de pair.

Si la fonction même de l'Etat se confond avec une limitation de l'épanouissement de l'individu, l'anarchisme se veut alors refus de tout étatisme et primauté de l'individu.

La dégénerescence condamnée par les anarchistes survient lorsque la bureaucratie fait abstraction du pouvoir à la fois contestateur et créateur de la base et s'arroge le droit de gouverner au nom d'une idéologie où le problème de l'hermeneutique se trouve à nou-

La polémique autour du concept, si concept il y a. de dictature du prolétariat se caractérise par une certaine ambiguité etymologique. Si dictature du prolétariat signifie mise en place d'une autre centralisation dominatrice des pouvoirs, elle n'a plus aucune raison

Une véritable dictature du prolétariat ne saurait s'instaurer que sur une constante révocabilité de représen-

Permettez à un marxiste-anarchiste de donner son point de vue dans votre tribune libre.

Vous êtes contre le stalinisme fondé sur la bureaucratie totalitaire et vous avez raison. Vous proposez donc la création d'un nouveau parti révolutionnaire « authentique » comprenant les diverses tendances de mai 68, c'est-à-dire trotskystes, maoïstes, anarchistes... C'est là qu'intervient le désaccord fondamental entre vous et nous : vous opposez le parti ouvrier stalinien dégénéré au parti ouvrier révolutionnaire et régénéré, alors que pour nous le fondement de la bureaucratie totalitaire c'est le parti, tout parti, qu'il soit stalinien, trotskyste ou maoïste.

Pourquoi cette opposition viscérale et absolue au parti révolutionnaire ? D'abord qu'est-ce qu'un parti ? C'est, comme vous dites, l'avant-garde consciente, la fraction militante dévouèe, les révolutionnaires professionnels, la minorité activiste qui prend la direction de la lutte contre la bourgeoisie pendant que la masse ouvrière vend sa force de travail, se repose de sa fatigue ou joue au tiercé (?). Le parti est évidemment au contact de la classe ouvrière et des masses populaires en général, ce qui amène au problème parti-classe. à la contradiction entre le parti « conscient » (?) et la classe plus ou moins inconsciente, trade-unioniste ou spontanéiste comme disent les léninistes. Et tous les partis, dans tous les pays ont résolu cette contradiction par la dictature du parti sur la classe, la dictature de la direction sur les militants, la dictature d'un chef ou d'une fraction sur la direction. Ne me parlez pas, je vous en prie, de « vrai » centralisme démocratique ou de discipline librement consentie, l'Histoire a jugé défi-

Votre tribune libre ouvre le débat sur les problèmes de constitution d'une organisation révolutionnaire unissant les différentes tendances révolutionnaires actives en France actuellement. Vous invitez entre autre les « anarchistes » à participer au débat. C'est à ce titre de militant socialiste - libertaire que je tente de répondre à votre tribune du numéro 6.

Pour les deux camarades marxistes dont vous publiez

les lettres, font obstacle à cette union :

1) des considérations de politique internationale; des considérations idéologiques ;

3) le problème de la « dictature du prolétariat ».

Pendant la première période de la « révolution ». de 1968, en mai-juin les différentes tendances se sont retrouvées unies dans une action, mais, et on peut voir là une des causes de la perte de vitesse actuelle du mouvement, il ne s'est pas trouvé une forme organisationnelle capable de préparer une stratégie d'ensemble et des tactiques communes à tous les groupes engagés dans l'action. Les différences de conceptions idéologiques, stratégiques et tactiques ayant persisté tout au long du processus.

sont-elle insurmontables

Pous nous, socialistes libertaires, la question se pose différemment de la manière dont elle se pose pour les camarades marxistes. Les marxistes posent d'emblée la question du « Parti ». Le « Parti » étant semble-t-il entendu comme organisation centralisée, sur le mode du centralisme démocratique. Pour les libertaires il n'est évidemment pas question de se joindre à un tel parti sans trahir notre engagement (...)

Mais nous sommes fermement attachés à des principes organisationnels qui sont : 1) Initiative à la base ; 2) respect du droit à la libre expression et à l'action des tendances, fussent-elles minoritaires au sein de l'orga-

nisation.

Pour les libertaires la direction de l'action ne peut appartenir ni à un comité central donnant des ordres d'en haut, ni à la majorité imposant sa ligne, rigidement à tous, mais elle appartient aux groupes de base, les institutions fédérales ayant essentiellement un rôle de coordination, de liaison, d'information de la base et de décision urgente dans les cas où la base n'a pas le temps d'être consultée (...)

Il est évident qu'une organisation aussi souple et respectueuse de la liberté d'action et d'expression des tendances n'est pas incompatible avec l'unification dans une même organisation de groupes d'idéologies variées. L'accord sur les buts de l'action et sa stratégie d'ensemble étant seuls requis pour agir en commun comme cela s'est produit en mai-juin où la lutte s'est organisée essentiellement sous la forme de comités d'action, au sein desquels se retrouvaient toutes les tendances.

Tribune Libre

tants élus. Cela pose bien évidemment le problème du parti révolutionnaire. Au sein d'un véritable parti révolutionnaire, la base mise en situation doit assumer son plein pouvoir et élire des représentants qui ne soient que de simples porte-paroles révocables immédiatement dans le cas d'un déviationisme idéologique.

Il me semble que la contradiction anarchique se trouverait résolue avec l'instauration de cette révocabilité.

D'autre part il est de bon ton de refuser le calque aberrant de la Révolution de 1917. Aberrant dans la mesure où la situation a évolué et présente d'autres moyens de résolution. N'oublions pas comme le souligne Henri Lefebvre qu'il n'y a pas encore eu de révolution industrielle. Le problème de la situation et de ces contingences doit primer sur le calque abêtissant d'une révolution du XIXº siècle.

Quant au marxisme, au trotskysme, ils ne doivent pas s'instaurer en catéchisme. Le fait, la situation gouvernent, la pratique doit continuellement reformer les structures du théorique. La base doit s'affirmer la pièce maitresse d'un grand rassemblement révolutionnaire.

La spontanéité créatrice doit remplacer la bureaucratie et la disponibilité en face de la situation, voila les armes fortes des militants du prochain rassemblement révolutionnaire

Salutations disponibles à tout révolutionnaire.

IGOR TCHERNICHEFF.

nitivement. Cette contradiction n'est pas valable seulement pour les pays sous-développés comme le pensent certains, mais aussi pour les pays développés dans lesquels le capitalisme domine encore et où la classe cuvrière est DEJA sous la coupe de ces bureaucraties totalitaires (les P.C. de France et d'Italie).

Nous sommes donc avec juste raison contre tout parti quel qu'il soit, car de par son existence il oppose une élite (?) non travailleuse à la masse travailleuse, il fonde une hiérarchie pire que celle des capitalistes, il perpétue sous d'autres formes l'exploitation des mas-

Notre position est qu'il faut résoudre la contradiction hypocrite militants conscients — masses populaires par la mise en place de structures totalement libertaires sans hiérarchie et sans centralisme (...)

Ces quelques idées jetées sur le papier peuvent vous laisser sceptiques ou ironiques, mais au fond cela signifie une méfiance complète des possibilités révolutionnaires des masses, une peur instinctive de leur spontaneité organisatrice et démocratique, l'acceptation consciente ou non des concepts féodalo-bourgeois d'autorité, de prépondérance, d'hégémonie et de hiérar-

En conclusion, je vous dirai : voulez-vous faire la révolution prolétarienne avec des mentalités de bourgeois ce qui fera dévier la société dans le bureaucratisme totalitaire, ou voulez-vous la révolution prolétarienne avec d'authentiques hommes socialistes pour la création de la société communiste sans classes. A

vous de juger, camarades. Salutation marxistes-anarchistes. Marc GIBOT.

Il reste à passer de l'organisation au plan local, à une organisation d'ensemble au plan national et si le mouvement se développe au plan international.

La question de la dictature du prolétariat, après celle des formes d'organisation, divise marxistes et « socialistes libertaires ». Les libertaires refusent la « dictature du prolétariat » au sens ou celle-ci se traduit en fait par la dictature d'un « parti », quand ce n'est pas d'une institution centralisatrice du « parti » ou tout simplement une dictature personnelle d'un chef de parti, comme ce fut jusqu'ici le cas dans l'Histoire.

Les libertaires par contre admettent volontiers que les classes révolutionnaires doivent nécessairement exercer une répression, généralement violente, contre les anciennes classes dirigeantes déchues qui tentent inévitablement de mener une contre-révolution afin de reprendre le pouvoir.

La lutte entre le prolétariat et ses alliés d'une part et la bourgeoisie et ses alliés d'autre part n'est pas terminée avec la prise du pouvoir par les travailleurs, et tant que les anciennes classes dominantes ne sont pas mises hors d'état de nuire une pression violente s'exerce contre elles de la part des travailleurs et les menées contre-révolutionnaires sont réprimés. Sur ce point libertaires et marxistes sont d'accord.

Si désaccord il y a il ne porte que sur le vocabulaire « dictature du prolétariat » disent les uns et se refusent à dire les autres, et sur les formes de la lutte et les institutions que doit construire le prolétariat victorieux pour mener la lutte. Pour nous c'est à la base de conduire sa lutte en auto-organisant son pouvoir (autogestion, communes, soviets, comités d'action etc...) et son auto-défense, (milices populaires etc...).

Sur le chapitre de l'idéologie je serai bref. Les socialistes libertaires ont horreur du dogmatisme et de l'immobilisme de la pensée (...)

Pour nous la seule réconciliation possible au marxisme n'est pas dans l'idéologie, mais dans l'action concrète. Il ne dépend que des marxistes d'agir avec nous ou de nous rejeter, nous respectons leurs idéologies particulières au nom du pluralisme, sans cacher que nous n'avons pas à les adopter.

Quant aux considérations de politique internationale elles me semblent pour l'instant assez académiques et ne feront problème que le jour où la révolution aura triomphé. Ce qu'il y a à faire ici étant plus important que juger Cuba ou la Chine.

Cette « mise au point » est un peu longue, j'espère que vous réussirez à en publier un condensé dans la Tribune Libre.

Salutations révolutionnaires

Le point de vue de "Lutte Ouvrière"

Nous ne pensons pas que le problème de l'unification dans une même organisation de tendances anarchistes et de tendances marxistes pose comme préalable de discuter, et de résoudre le problème de l'Etat et de la « dictature du prolétariat » qui nous oppose depuis un siècle.

Nous pensons, à ce propos, que ce sont les masses « prises de révolution » qui choisiront les idées, les principes et les hommes, qui dans le creuset de la lutte leur donneront ou pas force et réalité et, comme tous les révolutionnaires, nous défendrons nos idées mais nous nous soumettrons au verdict des masses. Comment d'ailleurs, en période révolutionnaire, faire autrement ?

En mai, qui n'était pourtant qu'une bien petite révolution, le mouvement nous a unis autour de lui - ne pas y être, c'était ne pas exister — et, c'est d'ailleurs une constatation triste, il faut bien reconnaître que s'il a réussi par sa force à unir les différentes

tendances « gauchistes », c'était malgré elles il faut croire. Ce qui, à notre avis, est seulement à examiner, ce sont évidemment les divergences concernant le « parti ».

Les camarades Gibot et Gilles ont posé le problème, chacun à leur façon.

La notre est simple : nous sommes et restons partisans d'un parti au sens léniniste du terme, mais nous sommes cependant prêts à nous unir avec les camarades anarchistes dans des structures aussi souples et respectueuses des différentes tendances, qu'ils le souhaiteront. Non pour leur faire plaisir, mais parce que nous pensons que c'est nécessaire au mouvement dans son ensemble

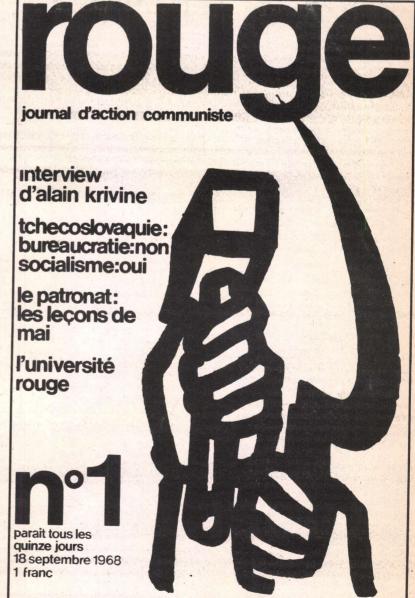
Nous demandons seulement le droit de ne pas renoncer à nos idées, sur la dictature du prolétariat comme sur le parti, le droit de les exprimer et le droit de les mettre en pratique.

Nous demandens ce droit non seulement pour nous, mais pour toutes les tendances.

Est-ce impossible et utopique ? Peut-être. Cela voudrait alors dire que les « gauchistes » sont capables de subir les événements, mais pas d'y participer réellement car incapables d'en tirer les

Et pour nous la leçon principale de mai c'est que les participants du mouvement ont porté toutes les tendances sur la même vague.

Maintenant que la vague est quelque peu retombée, saurons nous recréer dans notre propre sein l'atmosphère de liberté et de fraternité au plein sens du terme qui, de tous les souvenirs de mai, restera le plus cher et le plus émouvant au cœur de tous ceux qui y participèrent ?



Nous signalons à nos lecteurs la parution de « ROUGE », journal d'action communiste (B.P. 201 - Paris-19°).

Ci-contre la reproduction de la première page du numéro 1. ROUGE « sera l'organe de ceux à qui, par arrestation, répression, licenciement ou dissolution de leurs organisations, on a voulu défendre de continuer à combattre pour défendre leurs idées ».

Courrier

Je tiens à vous exprimer mon accord sur le travail théorique que vous accomplissez pour tenter de jeter les bases d'un regroupement des organisations révolutionnaires.

Vous avez politiquement raison de poser ce problème car l'occasion donnée par mai est de celle que l'on ne doit pas laisser passer sans préjudice pour le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Mais la rentrée a lieu dans les entreprises et va commencer dans les facultés sans que soit rendue publique la moindre tentative de regroupement.

Par contre, « le Monde » fait étalage dans ses colonnes de la poursuite des divisions au sein du mouvement trotskyste, divisions qui, jusqu'à mai, n'avaient pas trop d'importance mais qui menacent maintenant de tomber dans le ridicule. Je pense, en effet, qu'il est politiquement faux pour une organisation de s'appeler « Parti Communiste Révolutionnaire » (Trotskyste); d'abord parce que cette dénomination semble plus se rattacher au passé qu'être orientée vers l'avenir, ensuite parce que le terme « parti » doit sanctionner une représentativité, traduire une audience réelle dans le prolétariat et non la précéder.

Ce mépris pour l'audience réelle devant la valeur des idées, qui est une séquelle petite-bourgeoise du mouvement trotskyste, ne doit plus avoir cours aujourd'hui, puisqu'une des plus grandes leçons de mai est que les idées révolutionnaires peuvent se répandre dans la classe ouvrière, malgré et contre le stalinisme, et qu'il suffit de le vouloir et de militer dans ce sens.

Toujours dans le même ordre d'idée, le fait de se déclarer « Section Française de la 4º Internationale » traduit aussi ce même mépris pour l'audience réelle des idées puisque celle-ci n'a aucune représentativité internationale digne de ce nom. Mais là où cette double erreur politique tourne au ridicule, c'est quand M. Frank, dans ces mêmes colonnes et deux jours plus tard, déclare parler au nom du Secrétariat Unifié de la 4º Internationale et révèle que le P.C.R.(t) en a été exclu en 62 et ne peut donc parler en son nom.

Quand donc cette bataille autour d'emballages vides dans les colonnes d'un journal bourgeois cessera-t-elle? N'y a-t-il pas plus important maintenant et ne vaudrait-il pas mieux la remplacer par une bataille entre idées politiques dans un même organe diffusé au sein de la classe ouvrière?

Aussi votre tentative de regroupement bien que politiquement juste et opportune va se heurter à deux écueils, tous deux le reflet des déformations petites bourgeoises entraînées pour le mouvement révolutionnaire par son isolement quasi total du milieu ouvrier :

Nous sommes loin d'ignorer les difficultés auxquelles nous allons nous heurter, auxquelles nous nous heurtons, en fait.

Nous sommes des partisans convaincus de cercles tels que tu les décris; en fait, ce sont les Comités d'Action qui, pratiquement, en sont les structures les plus proches.

Ils sont cependant loin de résoudre tous les problèmes

Ils réalisent une certaine unité à la base parce qu'ils sont un produit de Mai. Leur liaison, leur unification, par exemple, bute sur les désacords des différentes tendances. Il n'est pas possible d'unifier le mouvement « par la bande », sans en parler. Ce ne peut être qu'une action consciente; ou alors, comme en Mai, le résultat d'une pression extérieure.

Par contre, de tels cercles, quel que soit le nom qu'on leur donne, ont l'avantage de permettre à des militants venant d'horizons différents d'apprendre à travailler ensemble. Pour celà il faut évidemment qu'ils veuillent agir, et qu'ils acceptent que chacun le fasse à sa façon propre, plutôt que de tenter de résoudre d'im-

— De la part des vieux militants chez qui s'est maintenant ancrée l'habitude de défendre des idées qu'ils ne remettent plus en question puisqu'ils n'ont jamais pu en vérifier la valeur dans la pratique.

— De la part des jeunes militants en grande majorité issus de milieux non prolétariens et qui, par leur manque de passé militant et même de connaissances sur le passé de la lutte ouvrière, ne voient pas le bénéfice qu'on peut retirer d'un travail en commun.

Au cas où ces obstacles (que l'on peut ramener à un seul car ils sont politiquement proches) ne pourraient pas être surmontés, j'en viens à me demander s'il ne serait pas possible de procéder d'une autre façon qui permettrait dans une première étape de les surmonter pour s'acheminer ensuite vers la tâche que vous vous êtes fixée.

Comme la tâche la plus urgente est la confrontation des idées différentes tendances, il serait bon dans un premier stade d'axer ce travail sur un plan local; c'est-à-dire la constitution de cercles locaux auxquels participeraient tous ceux qui veulent militer sur une base révolutionnaire. Ils offriraient, d'une part, une tribune où pourraient s'exprimer des orateurs de toutes tendances, d'autre part, la possibilité d'éditer une revue où un comité de rédaction arriverait à se détacher de l'ensemble des militants pour traduire les principales orientations qui s'y feraient jour. Au cours du temps, les mesures organisationnelles s'imposeraient d'elles-mêmes et il est certain qu'on assisterait à une certaine unité sur le plan national qui permettrait, dans un stade suivant, une unification. Il faut d'ailleurs noter à l'appui de cette thèse l'existence dans certaines grandes villes de comités de liaison étudiants-ouvriers et les tentatives de regroupement national qui ont été ébauchées.

Je sais que cette solution n'a qu'une valeur de compromis mais peut-être sera-t-il nécessaire d'en passer par la pour combattre les séquelles de la monopolisation stalinienne du mouvement révolutionnaire. C'est à la base qu'il faut rompre l'isolement entre militants d'organisations rivales, comme le prévoyait d'accord conclu durant les événements par quatre organisations révolutionnaires qui demandaient à leurs militants respectifs d'entrer en relation.

Il est certain que si le but que vous vous fixez est juste, les moyens pour y parvenir sont encore à déterminer. Puisque votre hebdomadaire est le seul vendu dans tous les kiosques et qu'il peut connaître une audience populaire, je pense qu'à côté des justifications politiques à la construction d'un parti révolutionnaire, vous devez vous faire l'écho des moyens pratiques qui peuvent permettre d'y arriver.

Salutations communistes.

J.G., Nímes.

possibles contradictions au prix de l'immobilité.

Par ailleurs, d'autres organes que le nôtre, représentant comme nous des tendances plus ou moins définies du mouvement ouvrier, paraissent ou vont paraître incessamment.

Nous sommes heureux de cette pluralité et de ces symptômes de vigueur.

Mais nous serions encore bien plus heureux de créer avec tous ces camarades un organe commun des « gauchistes », puisque c'est ainsi qu'on nous nomme tous, où l'on pourrait trouver, pourquoi pas, et les points de vue communs et les points de vue particuliers.

Un tel organe recrérait en automne la cour de la Sorbonne de ce printemps. Il aurait des défauts, certes, mais aussi nos qualités communes. Il donnerait surtout un exemple de réalisme et de fraternité.

Que chaque tendance veuille s'exprimer et commence par s'endonner les moyens, c'est essentiel. C'est le seul moyen de vérifier le sérieux de chacun. Mais à notre avis, celà doit préparer une autre étape.

• NOUVELLES DE CITROËN



L'Art de licencier en faisant des fleurs

Q UE les licenciements continuent chez Citroën n'étonne personne. La réputation du bagne Bercot n'est plus à faire.

Mais depuis quelques temps, les agents de secteur emploient une autre méthode pour se débarrasser des éléments jugés indésirables. La première phase de l'opération consiste à aller voir l'intéressé et à lui faire comprendre qu'étant désormais de trop dans l'usine, il aurait tout intérêt à prendre son compte. Généralement la méthode d'intimidation réusit et le travailleur se retrouve à la porte sans qu'il puisse toucher d'indemnités de chômage puisqu'il est officiellement « démissionnaire ».

Mais la chose a commencé à se savoir dans l'usine d'autant plus qu'un certain nombre de militants syndicaux expliquaient à leurs camarades de travail que démissionner équivaut à se priver du secours éventuel du chômage.

Les agents de secteurs ont donc mis au point une nouvelle tactique. Si les ouvriers qu'ils trouvent indésirables refusent de démissionner ils leur promettent qu'en cas de départ volontaire la mention « licencié » sera inscrite à l'encre rouge sur la feuille de paie asin que l'intéressé puisse s'inscrire au chômage. Il y a déjà plusieurs cas dans l'usine où la direction a effectivement agicomme cela.

Bien sûr cela est illégal. Mais la direction s'en moque. Sa méthode lui permet de licencier plus facilement certains travailleurs tout en ne prenant pas le risque d'être traînée en prud'homme pour licenciements abusifs. Le comble, c'est que les agents de secteur qui agissent ainsi sont persuadés qu'ils font « une fleur » aux travailleurs.

Mais en réalité, le problème n'a guère changé pour les ouvriers. Une solution qui dépend uniquement du bon vouloir de la Direction (inscrira ou inscrira pas « licencié » ?) n'en est pas une.

La lutte contre les licenciements passe aussi par la lutte contre les démissions volontaires et l'attaque systématique en prud'homme de la Direction par les licenciés chaque fois que cela est possible. C'est là un travail syndical élémentaire que malheureusement ne font qu'un très petit nombre de militants syndicaux.

POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION CAPITALISTE

A politique c'est 4'art de gouverner et gouverner c'est prévoir. Mais pour les capitalistes, les prévisions ont une limite bien précise : le Profit Citroën lui aussi doit se décentraliser. Parti du quai de Javel avec sa Société des Engrenages, Citroën a conquis une grande partie du 15° arrondissement de Paris, grâce aux bénéfices réalisés au cours de la guerre de 1914-18 (en tournant des obus), bénéfices qui lui permirent de se lancer dans la construction automobile.

Mais aujourd'hui le terrain du 15° arrondissement devient terre d'élection pour le Profit dans la construction d'immeubles commerciaux et à grand standing.

On a beau réaliser de substantiels profits dans la construction de voitures, cela n'empêche nullement d'en réaliser d'autres dans la revente de terrains dont le prix a considérablement augmenté, pour aller travailler ailleurs, là où le terrain est bon marché. Surtout si dans l'opération on peut encore se faire allouer des subventions de l'Etat aux frais des contribuables. Citroën s'est installé à Rennes. Il va s'installer à Metz. Mais il va aussi s'installer au delà du Bourget. Comme décentralisation du district parisien on ne fait pas mieux.

Où iront travailler les ouvriers accupés à Javel ? Ce n'est pas le souci de Citroën. Où pourront-ils se loger, comment seront-ils transportés pour se rendre à leur travail ? Ce n'est pas non plus le souci de Citroën.

Ce projet de décentralisation, au delà du Bourget, il n'y a pas besoin d'être polytechnicien pour prévoir ce que cela donnera dans quelques années. Pas de voies de chemin de fer, à moins de 10 km, pas de voie fluviale. L'autoroute ouverte à la circulation il y a à peine un an, va voir son trafic sensiblement augmenter lorsque les périphériques de Paris seront complètement terminés. La gare routière « Garonor » récemment ouverte et le nouvel aéroport de Roissy en construction vont encore augmenter considérablement le trafic. Avec cela, l'implantation d'usines comme Citroën! On voit ce que cela pourra donner.

La politique de décentralisation ne vise qu'à satisfaire les besoins du Profit. Qu'importe si 1'on construit des cités monstrueuses. Qu'importe si des hommes s'y entassent et grouillent au milieu du béton, dans la fumée et le bruit, pourvu que 1'opération soit rentable et accumule toujours plus de profits pour les maîtres du capital.

CORRESPONDANCE RENAULT

Un beau gâchis

Un lecteur nous envoie un extrait d'une feuille ouvrière intitulée « Le Porte Voix », et distribuée cette semaine à la Régie Renault, usine pilote de l'automobile. Nous espérons que nos lecteurs seront aussi intéressés par ces informations que nous l'avons été nous-mêmes.

EPUIS le retour des vacances, les chaînes n'ont pratiquement jamais tourné à plein rendement. Il n'y aurait pas à s'en plaindre si cela n'avait pas de répercussion sur nos conditions de travail. En effet, tout le monde sait que Renault sort une nouvelle voiture, la R. 6, ainsi que les 4 L modèle 69. Ceux qui sont à la chaîne,

ou qui travaillent sur ces voitures savent, eux, dans quelles conditions et à quel prix cela se fait. Il n'est pas un jour où les voitures sortent entièrement terminées de chaine. Un jour il manque des pneus, le lendemain des sièges, un autre jour des barres de torsion, etc.

Le comble c'est que rarement la maîtrise en vient à arrêter les chaines. Il faut que cela sorte, il n'y a qu'à entasser les voitures où on pourra car il faut bien respecter le programme. Tout le monde en subit les conséquences, les ouvriers obligés de faire du slalom pour livrer les voitures, ceux qui doivent effectuer les retouches et les chefs qui s'arrachent les cheveux à ne plus savoir où mettre les voitures.

A cela vient s'ajouter le mauvais fonctionnement des nouvelles installations de contrôle, insuffisamment expérimentées, qui ne suivent pas les cadences des chaînes. Les chefs fabrication et contrôle, se prennent continuellement au collet, se rejettant la responsabilité du désordre.

Tout cela représente un beau gâchis que la direction est incapable de résorber rapidement, si bien qu'un samedi (de récupération imposée), il n'est sorti que quelques dizaines de voitures. La pagaïe est si complète qu'on jurerait qu'elle est organisée en haut lieu. Les bourgeois peuvent bien crier à l'anarchie contre les étudiants et les ouvriers. Anarchiste (au sens péjoratif du terme), c'est leur société qui l'est.

CONTE DE LA RENTRÉE

AU PAYS DU VIEUX RITE

ANS ce pays, la pratique syndicale n'était guère plus suivie que la pratique religieuse.

Cependant, en certaines circonstances, les gens acceptaient une carte ou l'absolution. Ils se montraient à la messe ou faisaient un débrayage d'une heure. Autant que possible, la messe de onze heures et le débrayage de 17 h 30 pour ne pas gâcher un dimanche ou casser une journée.

Les divers prêtres regardaient cette situation avec un mélange d'inquiétude et de satisfaction. Inquiétude car, déjà, certaines paroisses du pays ne nourissaient plus le curé qui avait dû se résigner à aller travailler en ville. Satisfaction, car un excès de ferveur conduit souvent à mettre en question l'organisation religieuse existante.

Diverses petites sectes prétendaient que, pour gagner le salut, il valait encore mieux pas d'organisation du tout que les grandes boutiques qui existaient déjà. Ces petites sectes étaient accusées publiquement de faire de l'antichristianisme, mais elles ripostaient que le christjanisme n'était pas une marque brevetée et qu'elles se sentaient beaucoup plus chrétiennes que les grandes bou-tiques qui de Jésus avaient fait Jésuite.

Donc, méfiants devant les excès de piété, les chefs religieux et syndicaux se gardaient d'encourager les abus et se plaisaient à dire « Une petite heure de messe ou de grève, par ci par là, ça ne vous coûte guère et ça fait quand même du mal au diable. C'est la tactique du coup d'épingle contre Satan et, dans une certaine mesure cela prépare les grands élans de l'âme ».

Bien entendu les groupuscules ricanaient. On se contentait de leur casser la figure en regrettant vaguement l'époque bénie de la Sainte Inquisition et de la balle dans la nuque. Les temps avaient changé et il n'était plus question que de réhabilitation. Même une histoire vieille de trois ou qua-

tre siècles était revenue sur le tapis, celle d'un certain Galilée qui avait, jadis, osé dire « La terre tourne » et qui avait dû renoncer à ce propos sous la menace de la torture. Bien des gens demandaient comment il avait pu être question de promettre un si cruel châtiment à un homme qui n'avait fait qu'énoncer une opinion ; opinion qui n'était d'ailleurs même pas nouvelle à son époque, et qui était juste par dessus le marché. Les grands prêtres grommelaient « C'était dans le temps, les mœurs étaient ainsi. » Mais dans leur fors intérieur, ils avaient une toute autre opinion. Certains estimaient même que la réhabilitation de Galilée était une fichue erreur « Peu importe le fond de ce qu'il avait dit. Son crime, c'est qu'en émettant une opinion personnelle, il avait eu l'outrecuidante prétention de s'immiscer dans la conduite des luttes pour le salut. Il avait oublié que la chrétienté était majeure et n'avait pas à recevoir de leçons de quiconque, surtout pas d'un Italien du nord qui avait, deux ou trois fois, fait l'objet d'une requête d'expulsion du territoire de Florence ».

Bref, il n'était plus question de brûler les hérétiques.

Dans ce pays du vieux rite, Satan et le patronat s'accomodaient assez bien de la situation. Ils auraient tout de même souhaité que les prières et les grèves d'une heure ne désorganisent ni le péché ni la production.

Ils auraient souhaité remplacer le hasard par une journée bien située sur le calendrier et qui eut été la journée annuelle de grève et de prière. Cela n'eut fait qu'un nouveau rite en somme. Ils n'avaient pas encore obtenu satisfaction, mais ils étaient sur le bon chemin. Déjà, par ci par là, en inventant une certaine prime de fin d'année qu'on ne pouvait toucher après vingt heures d'absence, les patrons avaient battu Satan dans le domaine de la vacherie. Ils étaient assurés que les pi-

qûres d'épingle ne dépasseraient pas vingt par an. Plus besoin de tâter le pouls de la classe ouvrière, il suffisait de regarder le calendrier pour s'endormir rassuré.

Ayant tenté de peindre le fond du tableau, braquons maintenant la caméra sur une zône déterminée dans un temps donné.

Un certain jour, une effervescence inattendue surgit dans une entreprise de 160.000 salariés. Les mots de « grève illimitée » furent prononcés. Cela sentait de loin son groupuscule hérétique. Un vote donna 130.000 voix d'ouvriers pour le mouvement, tandis que 30.000 cadres, gardes d'usine, etc., votaient contre. On n'avait jamais vu un tel rapport de for-

De minute en minute, les ouvriers réalisaient qu'ils en avaient marre d'une certaine société dans laquelle plus on fabriquait de machines pour soulager la peine des hom-mes, plus il fallait trimer. De minute en minute une portion importante d'ouvriers réalisait que le rite et la vie n'avaient aucun rapport vrai.

Les prêtres syndicaux accourus, saluèrent le fait ac-compli. Tout fait accompli vient de Dieu et il n'est pas question de brûler une foule entière, même si elle est hérétique. Bref, mille facteurs intervenant, l'influence du costume sacerdotal familier aidant, ils réussirent à se faire écouter, se proclamè-rent plus réformateurs que quiconque, rappelèrent qu'ils étaient voués à la cause depuis le séminaire et purent convaincre certains que tous les coups d'épingle de jadis avaient contribué à créer ce grand élan.

Le patronat, occupé à regarder son calendrier, réagit un peu tard. Le silence des ateliers le fit soudain sursauter. Il descendit, jeta un œil sévère sur les prêtres syndicaux en se demandant vaguement s'il leur avait laissé trop de latitude ou pas assez, puis, comme il avait la malice de Satan, il retrouva vite ses esprits et parla en ces ter-

« Mes amis, vous venez d'émettre un vote intéressant. Quelle signification a-t-il? Simplement que vous vous engagez dans une dure lutte. Ce vote ne vous donne rien de rôti d'avance. A l'issue d'un combat aléatoire (et il eut du mal à prononcer aléatoire - car le rapport des forces lui donnait une certaine frousse), vous risquez d'aboutir à la dictature totalitaire de certains (et il cligna de l'œil en direction des prêtres syndicaux qui, de leur côté, se mirent à cligner des deux yeux - un œil indigné, en direction des cadres : style « quel toupet il a d'insulter des démocrates », et l'autre œil, modestement ravi en direction des ouvriers « voyez qui est son vrai ennemi, qui est l'objet de ses attaques »).

Or, donc, continua le patronat, si vous interprétez votre vote comme une décision de lutte, je me défendrai méchamment. Aussi, pour éviter une situation fâcheuse, je vous propose une interprétation électorale de votre vote. Si elle vous est favorable, la quasi totalité de vos revendications sera satisfaite et vous pourrez même arracher l'Etat à l'emprise des monopoles. J'élèverai d'autant moins d'objections que les CRS se placeront à la disposition de vos représentants ».

Les 30.000 anti-grève applaudirent bruyamment et scandèrent qu'il fallait sauver la République contre toute entreprise totalitaire. Quelques milliers de jeunes se mirent à crier qu'un vote ne peut être interprété de trentesix façons, et qu'en tout cas, l'interprétation « électorale » à la sauce patronale ne serait qu'une trahison.

Mais les prêtres syndicaux, raffermis par les méchantes critiques des tauliers, rappelèrent bien fort que la grande masse qui n'avait encore pas ouvert la bouche était majeure. Ils démontrèrent, en les mettant dehors, qu'il y avait des étrangers à l'entre-

Beaucoup d'ouvriers croyant savoir ce qu'étaient des élections acceptèrent la version des prêtres syndicaux qui expliquaient sous les yeux ravis du patronat que ce dernier n'attendait qu'une occasion pour noyer le mouvement dans le sang, qu'il ne tenait pas, au fond, aux élections, et que c'était un bon tour à lui jouer que d'accepter une interprétation électorale du vote émis au début du mouvement.

Une poignée de jeunes gars qui voulait reprendre la parole fut dissoute pour faciliter les conversations.

Or donc, en renaclant, on accepta la proposition patro-

« Les choses sont très simples. Vous êtes 130.000 contre 30.000. Mais, dans notre système électoral, il faut justement 130,000 rouges ou 30.000 blancs pour avoir un député. Vous êtes donc, en principe à égalité de représentation. Cependant le respect de notre système électoral m'oblige à souligner ceci. Il y a, parmi les rouges, 20.000 jeunes ouvriers et 15.000 travailleurs étrangers qui n'ont pas le droit de vote. Il reste donc 95.000 rouges qui ne pèsent pas, électoralement devant 30.000 blancs. Messieurs, je suis navré, mais vous subissez une très forte défaite. Vous n'avez aucun représentant. »

Et chacun retourna à la chaîne avec une rage rentrée tandis que les prêtres syndicaux rédigeaient un numéro spécial de leur journal, d'où il ressortait que si l'interprétation électorale du vote avait quelques aspects truqués, on ne l'en avait pas moins échappé belle. Ils concluaient « avec force » (c'était un rite) qu'en dépit de la reprise du travail, « le combat continuait » (ce qui était aussi un rite).

NED.

POUR LES LECTEURS DU FIGARO

GAUCHISTE AU COUTEAU ENTRE LES DENTS

fait une spécialité de l'histoire des complots.

Aussi, le « Figaro » désireux de donner à ses lecteurs, qui avaient déjà eu si peur en mai dernier, Serge Bromberger s'est quelques frissons de rentrée, a fait appel à ses services.

« Révélant » dans le numéro du 7 septembre, les « consignes d'agitation des groupes trotskystes et pro-chinois pour la rentrée », il fait état d'un mystérieux rapport qui circulerait dans les milieux trotskystes, dans le-quel serait préconisée la création « de groupes autonomes de quatre à vingt individus armés, pouvant attaquer de façon généralisée, les forces de répression et les édifices publics ».

Document bien étrange, que celui qui serait parvenu entre les mains de Bromberger, émanant de bien étranges trotskystes. Car, à notre connaissance, les trotskystes eux-êmes ignorent tout de ce rapport.

Et il n'est pas besoin d'être grand clere ès-insurrection pour savoir que ces tendances se réclament de la lutte des classes et affirment qu'aucun coup de main ne peut se substituer à la mobilisation du prolétariat.

Mais les lecteurs du « Figaro » n'iront pas y voir de si près.

Tout est bon, n'est-il pas vrai, pour mener la campagne d'intoxication qu'orchestre la grande presse, campagne destinée à préparer d'éventuelles mesures de répression contre les révolution-

Le procédé est d'autant plus grossier, que les organisations incriminées ont été dissoutes et n'ont aucun moyen de protester sans s'exposer à des poursuites judiciaires.

« Le Figaro » n'est-il qu'une sous-officine de Marcellin ?

OUVRIERE LUITE

Directeur Publication Michel Rodinson

Abonnements:

6 mois . . . 15 F

1 an 25 F Abonnements de soutien :

6 mois 30 F

1 an 50 F

Correspondance :

M. RODINSON

Initiative Socialiste

54, rue Monsieur-le-Prince PARIS-8* Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris



salutation quotidiennement employée.